

— L'émigration profite-t-elle au Portugal ? —

Généralement on s'accorde à dire que la migration présente des avantages pour le travailleur individuel, pour son pays d'origine et pour le pays d'accueil.

Pour ce qui est des pays d'accueil il n'y a pas de doute et nous ne nous y attarderons pas cette fois.

Aux pays d'origine on attribue 3 types d'avantages:

- l'amélioration de la balance des paiements
- le perfectionnement professionnel et le développement humain de l'émigré au contact avec des civilisations plus industrialisées et riches,
- l'absorption du chômage dans les pays pauvres, maintenant dans ces pays la paix sociale, la tranquillité et la discipline.

Il s'agirait donc d'un résultat optimal pour les deux parties avec un léger avantage pour les pays "exportateurs" de main d'oeuvre. Tout serait pour le mieux dans le meilleur des mondes. Ce serait la première fois qu'un pays pauvre aurait eu des avantages dans une "négociation" avec les pays riches.

Les grands mouvements migratoires depuis la 2e guerre mondiale en Europe devraient nous permettre par leur durée même de mettre à l'épreuve cette théorie. A première vue elle paraît en effet douteuse: les pays ayant importé la main d'oeuvre en masse ont connu un développement sans précédent; les pays "exportateurs" en sont restés là où ils étaient, en tout cas on ne peut dire qu'ils aient amélioré leur situation respective suite à l'exportation de main d'oeuvre: c'est le cas du Portugal, de l'Espagne, de la Grèce, de l'Irlande, de la Turquie.

Quelle chose qui cloche dans le concept officiel? Voyons de plus près.

OU VA LA RICHESSE?

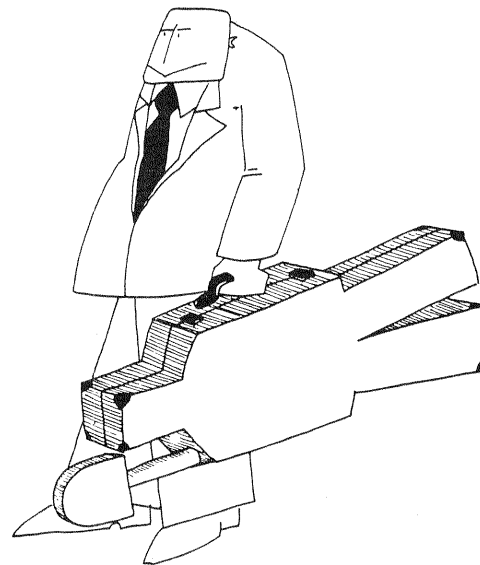
D'après le schéma classique le pays d'origine reçoit en compensation à son autorisation de sortie de la main d'oeuvre une partie des salaires des émigrés sous forme d'envoi de devises.

Des études françaises indiquent que l'émigré portugais envoyait 1/4 de son salaire mensuel au Portugal ce qui faisait en 1978 4,5 milliards

de francs français, un chiffre imposant sans doute. Il convient d'y ajouter des proportions semblables pour les immigrés portugais résidant ailleurs qu'en France.

A quoi est destiné cet argent? En ordre décroissant d'abord à la consommation, ensuite à l'achat de biens immobiliers (terrains et maisons), en dernier lieu à des investissements dans le secteur des services (achat d'un moyen de transport commercial, d'un fonds de commerce). Dans chaque cas la conséquence immédiate en est l'augmentation de la consommation interne, ce qui dans le cas du Portugal, dont la production interne est largement insuffisante à ses besoins, entraîne une augmentation des importations.

Même s'il n'existe pas de calculs suffisamment précis pour établir exactement le pourcentage de cette augmentation des importations due aux envois de devises des immigrés, on peut prétendre que cette augmentation suit de près l'entrée de devises: d'abord la famille de l'émigré améliore son niveau de vie en consommant des biens alimentaires et des habits en plus grand nombre et de meilleure qualité, elle suscite un mimétisme qui augmente la consommation et, enfin, de nouveaux



types de consommation sont découverts (voyages à l'étranger, etc.)

De cette façon l'argent qui entre d'un côté au pays sort de l'autre et souvent, comme par ironie, repart vers son pays d'origine.

Les montants fabuleux des envois de devises ont caché une double réalité: c'est pendant les premières années de séjour à l'étranger que les envois sont les plus massifs et la plupart de ces devises vont à la consommation.

FOURNIR DES (NON)-QUALIFIES?

On dit communément qu'à l'étranger l'émigré acquiert une qualification qu'il n'a su avoir dans son pays et qui, lors du retour, sera d'une grande utilité pour lui-même et pour son pays.

En règle générale l'émigré occupe dans le pays d'accueil les postes de travail que les indigènes délaissent parce qu'ils sont durs, risqués, peu rémunérés. Reste à savoir si au cours de son séjour il peut aspirer à autre chose et acquérir de nouvelles compétences professionnelles. Les chiffres de la France et de l'Allemagne indiquent qu'une infime partie des migrants a pu bénéficier d'une formation professionnelle. Il en va de même au Luxembourg où rarissimes sont les immigrés qui ont pu acquérir une nouvelle qualification.

Et les enfants des émigrés? Bénéficient-ils au moins de ce qu'on refuse à leurs parents? Dans nos pays voisins seul un petit nombre d'enfants émigrés accède à l'enseignement secondaire.

Chez nous le cynisme de certains va jusqu'à envisager de maintenir cet état de choses pour avoir sur place la main d'oeuvre non-qualifiée qu'il nous faudra demain. Il convient de souligner que cette opinion est répandue notamment par le Commissaire à l'Immigration Gaston Raus, comme par exemple lors d'un colloque international organisé en mai 1982 à Luxembourg par l'ASTI.

On a calculé en France qu'un fils d'immigré coûte 20 % de moins en scolarisation qu'un jeune Français.

Dans la perspective du retour, la formation passivement reçue de discipline et de rapidité ne trouve pas d'application: les structures sociales sont différentes, l'ex-émigré change de comportement.

En guise de conclusion cet extrait d'un document de l'OCDE:

"Les migrants n'ont aucunement contribué, à leur retour, au développement de leur pays, que ce soit par l'utilisation de leur épargne ou par leur expérience professionnelle acquise."
(L'Observateur, No 47, 1970)

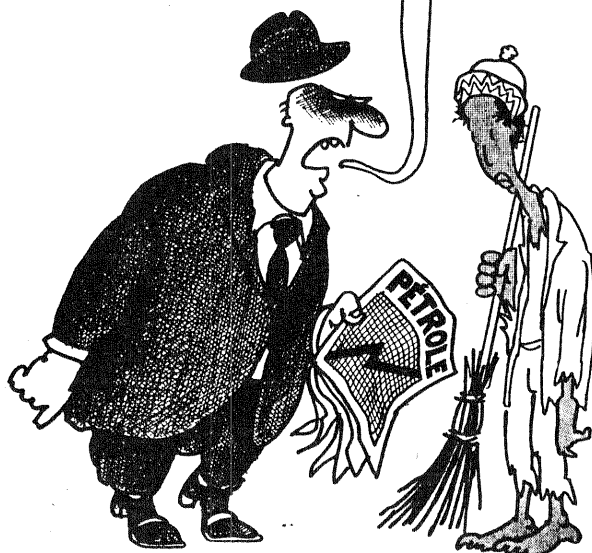
L'EMIGRATION ET LE CHOMAGE

Les pays pauvres présentent un excédent de main d'oeuvre qui ne trouve pas d'emplois. L'"exportation" de cet excédent aurait l'effet d'une soupape: ces chômeurs en quittant le pays ne constituent plus de menace pour l'ordre social.

Tout le monde semble d'accord avec cette hypothèse. Analysons ses effets à brève et à longue échéance.

A courte échéance l'émigration entraîne une raréfaction de la main d'oeuvre. Ceci entraîne une hausse des salaires qui a pour conséquence immédiate la hausse des prix. Or pour un niveau déterminé des prix il y a un nombre suffisant d'acheteurs qui rendent la production rentable. Si les prix augmentent, la consommation diminue, il faudra réduire la production et le personnel.

C'EST DE VOTRE FAUTE
SI NOUS NOUS APPAUVRISSEONS!



L'idée que l'immigration absorbe le chômage est donc fautive, elle a plutôt tendance à l'augmenter.

C'est surtout à longue échéance que cette théorie doit être mise en cause.

Chaque pays a besoin d'un équilibre démographique. Cet équilibre est notamment nécessaire pour une politique de Sécurité Sociale (pensions et retraites) et pour créer les conditions de développement du pays. Or les émigrés sont en majorité âgés de 20 à 44 ans et pour les 2/3 de sexe masculin.

S'y ajoute que la main d'oeuvre expatriée se caractérise par sa qualité: capacité de décision, d'adaptation. Les meilleurs dans la plupart des cas ne retournent pas au pays d'origine.

Ainsi dans les rares cas où l'émigration a permis une valorisation personnelle du travailleur c'est encore le pays d'accueil qui en profite. Les emplois que ces capacités auraient pu créer dans leur pays ne verront pas le jour.

Une troisième raison est d'ordre conjoncturel. Que se passe-t-il en cas de crise économique dans les pays d'accueil? D'abord on ferme l'immigration comme c'est le cas actuellement dans tous les pays riches. Ensuite on procède à des expulsions administratives, des milliers d'immigrés sont renvoyés chez eux. Au moment de souffrir comme les autres de la crise économique, les pays d'origine se retrouvent avec ces travailleurs renvoyés sur leurs bras parce que les pays riches n'en veulent plus après en avoir bien profité.

L'émigration ne fait donc qu'aggraver le chômage dans les pays d'origine.

Seko

D'après: Augusto Duarte, in: Alternativa econômica e transformação social
Edições Europa-America.